

*L'Investissement Socialement Responsable, ou ISR, est un placement qui vise à concilier performance économique et impact social et environnemental en finançant les entreprises et les entités publiques qui contribuent au développement durable quel que soit leur secteur d'activité. En influençant la gouvernance et le comportement des acteurs, l'ISR favorise une économie responsable – *Définition AFG-FIR*

Promepar AM signataire des PRI

En cette rentrée de septembre 2019, nous sommes fiers de vous informer que depuis le 9 août dernier, Promepar AM est signataire des Principes pour l'Investissement Responsable (PRI). Initiés par les **Nations Unies** en 2006 à destination des investisseurs institutionnels et des sociétés de gestion, les PRI ont pour objectif de **créer un cadre fédérateur** à travers un réseau international de signataires pour tenir compte de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans les investissements. Cette prise en compte de critères extra financiers, permet de mieux évaluer les risques, de mieux identifier les opportunités et de favoriser les retours sur des investissements long terme, tout en **contribuant à l'amélioration des pratiques des entreprises**. Cette signature qui s'inscrit en toute **cohérence** avec notre **offre ISR** démontre ainsi la volonté de Promepar AM d'être un acteur engagé participant au **développement international d'une finance responsable**.



ENVIRONNEMENT

Lagos menacé

Capitale économique du Nigeria, Lagos est une des plus grandes villes au monde, et la plus peuplée d'Afrique. Sa croissance explose au point que l'Institut international pour l'environnement et le développement (Iied) estime **qu'elle pourrait accueillir 85 à 100 millions d'habitants d'ici 2100, devenant ainsi la plus grande métropole au monde**. Mais Lagos s'enfonce dans les eaux : selon un rapport publié en mars par la Banque mondiale, l'océan Atlantique avance de un à quatre mètres par an sur les côtes ouest du continent, touchant ainsi le Bénin, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Togo ; la Nigérian Conservation Foundation (NCF) estime que **Lagos pourrait être entièrement submergé d'ici 2050**. Cercle vicieux, l'érosion des côtes de la région est aggravée par le sable dragué pour construire les bâtiments nécessaires à la croissance de la population, ... ainsi que l'île artificielle Eko Atlantic, censée abriter le futur centre économique du pays.

Sources : *Les Echos*

200 PDG européens appellent à un New Deal, guidé par les Objectifs de Développement Durable (ODD)

« Nous avons besoin d'une **nouvelle donne pour l'Europe**, avec une vision durable partagée pour son futur », assurent 200 patrons de grandes entreprises dans un appel lancé par l'organisation CSR Europe (Corporate Sustainability and Responsibility). Parmi les signataires de l'appel : Patrick Pouyanné de Total, Jean-Pierre Clamadieu d'Engie, Ilham Kadri de Solvay ou Denis Machuel de Sodexo. "C'est seulement en combinant nos forces qu'il sera possible de lancer de nouveaux business models et d'accélérer la transformation nécessaire pour combattre la crise climatique actuelle", écrivent-ils. L'appel est ouvert à signature jusqu'au 30 septembre. Et le 1^{er} novembre, le « plus grand groupe de PDG jamais mobilisé ira frapper à la porte d'Ursula von der

Leyen, Charles Michel et David Sassoli, les nouveaux présidents élus de la Commission européenne, du Conseil de l'UE et du Parlement européen, pour la mise en œuvre commune d'une stratégie pour une Europe durable en 2030". L'initiative avait été lancée début mai par Ilham Kadri, la patronne de Solvay : "Nous appelons à une **collaboration plus étroite** entre la politique, la société civile et les entreprises pour agir ensemble de manière urgente et lutter contre le réchauffement climatique, accélérer la croissance inclusive et la prospérité durable en tenant compte des ODD". En prenant les ODD comme "boussole", les signataires entendent insister sur les multiples dimensions - environnementale, économique, sociale et démocratique - de la transition à opérer.

Source : *Novethic*



RESPONSABILITE SOCIETALE

Primark marie le low-cost au coton responsable

Primark va former d'ici à 2022 plus de 160 000 producteurs de coton à des méthodes de culture responsable. Après l'Inde depuis 2013 et le Pakistan depuis 2018, l'enseigne intègre à présent 80 000 agriculteurs en Chine. L'enjeu est de les inciter à **utiliser moins d'eau et à limiter le recours aux fertilisants et pesticides**. Outre l'impact environnemental, ce programme a un **impact social non négligeable** puisqu'il favorise la **formation des femmes** et permet une **amélioration des niveaux de vie**. En effet grâce à la meilleure gestion des intrants, leurs revenus progressent sensiblement ; en Inde par exemple, la hausse des bénéfices sur 3 ans a été de 200%. A terme, l'objectif pour l'enseigne est d'utiliser cette nouvelle fibre responsable pour la totalité de ses produits textiles.

Source : *Novethic*

La reconnaissance faciale constitue une menace pour les droits et les libertés civiles

Sanctuariser notre vie personnelle devient de plus en plus difficile au fur et à mesure de la montée en puissance des GAFAM. La reconnaissance faciale est particulièrement contestée, surtout lorsqu'elle est utilisée par des services de maintien de l'ordre ou de sécurité. **Cette technologie est notamment accusée de commettre plus souvent des erreurs** dans la reconnaissance des personnes de couleur et des femmes que pour les autres populations. Le 11 août dernier, l'American Civil Liberties Union (ACLU) a communiqué les conclusions d'un nouveau test qu'elle a réalisé à partir de l'application de reconnaissance faciale d'Amazon (Rekognition). **L'organisation a comparé les photographies des 120 membres de l'assemblée législative californienne à celles d'un fichier de 25 000 criminels**. Résultat : selon le logiciel, 26 de ces membres étaient considérés comme recherchés ! L'année dernière, l'ACLU avait fait la même expérience avec les membres du Congrès des Etats-Unis pour 28 erreurs. Amazon se défend en indiquant que l'ACLU a utilisé le logiciel avec un niveau de confiance insuffisant. Mais pour les défenseurs des droits civils, la technologie n'est pas au point,

et encore moins s'il est envisagé qu'elle soit appliquée à des caméras corporelles équipant les forces de l'ordre, renforçant les biais existant dans les actions de police. L'ACLU milite donc pour interdire l'utilisation des systèmes de reconnaissance biométrique par les services de police. **En juin dernier, San Francisco a été la première grande municipalité américaine à interdire l'utilisation de logiciels de reconnaissance faciale par la police** ; Orlando a abandonné le déploiement de la plateforme Rekognition en juillet ; la ville d'Oakland l'envisage. La Californie devrait adopter à la rentrée un projet de loi l'interdisant.

Source : RSE entreprise



GOUVERNANCE

Les PDG américains revendiquent leur responsabilité sociale

Près de 200 patrons dont ceux d'Amazon, General Motors, PepsiCo, Apple, Black Rock, JP Morgan... se sont engagés « à **générer de la valeur pour l'ensemble de nos parties prenantes**, pour la réussite future de nos entreprises, de nos communautés, et de notre pays ». Finie donc la théorie libérale du prix Nobel d'économie Milton Friedman de 1997 selon laquelle le but premier est de satisfaire les intérêts des actionnaires ? Probablement, si on considère les mesures annoncées, parmi lesquelles une **rémunération plus juste, plus de formation et plus de diversité, une meilleure considération des salariés, des fournisseurs et des clients** ainsi que la **protection de l'environnement** ; cependant en absence de mesures contraignantes, il faudra suivre de près les mesures effectivement mises en place. Cela sera probablement scruté par les jeunes qui, selon une étude de Harvard réalisée en 2016 chez les 18-29 ans, pour plus de la moitié se posent des **questions fondamentales** sur la mesure dans laquelle le capitalisme sert la société.

Sources : Les Echos

Egalité Femme/Homme : des grandes entreprises mises en demeure

Le 1er mars 2019 est entré en vigueur l'obligation pour toutes les grandes entreprises de calculer et publier leur **index égalité femmes/hommes**. A fin juillet, **92%** des entreprises cibles l'avaient publié. Les premières lettres de mises en demeure sont parties de l'Inspection du travail début août. Les **pénalités peuvent aller jusqu'à 1% de la masse salariale**. Sur les 92% qui ont rempli leurs obligations, le **niveau moyen de l'index** (basé sur 5 critères portant notamment sur les salaires et les promotions) **atteint 83 points sur 100, soit 8 de plus que le minimum légal**. Si 4 entreprises font carton plein, et 84% ont plus de 95 points, il reste tout de même **19% des entreprises qui n'atteignent pas le plancher légal**. Les problèmes se concentrent d'une part sur les augmentations au retour de congé de maternité et d'autre part sur l'absence de mixité

dans les plus hautes rémunérations. Cela ne veut pas dire pour autant que les inégalités salariales stricto sensu appartiennent au passé ; le mode de calcul de l'index permet en effet d'appliquer un « seuil de pertinence » de 5% qui fait que si la différence salariale est de 10%, seuls 5% d'écart seront pris en compte...

Source : Les Echos



INVESTISSEMENT RESPONSABLE

Un pas de plus dans l'intégration des données ESG

Après sa prise de participation majoritaire dans l'agence de notation extra-financière Vigeo Eiris en mars de cette année, **Moody's poursuit ses emplettes dans le secteur extra-financier**. La société de notation financière a annoncé, le 24 juillet, avoir pris le contrôle du cabinet **californien Four Twenty Seven**. Créé en 2012, ce dernier est pionnier dans l'évaluation des risques financiers liés au changement climatique pour les entreprises et les pays. Il a notamment élaboré une méthodologie qui note les entreprises par rapport à leur exposition au stress thermique, aux inondations, aux incendies de forêts, aux ouragans et à d'autres événements extrêmes, et en fonction de la vulnérabilité de leurs fournisseurs et consommateurs à ces mêmes phénomènes. La firme californienne a construit l'une des bases de données les plus complètes sur l'exposition des actifs aux risques physiques en rapport avec le climat qui couvre 2 000 entreprises et 196 pays.

Source : Impact entreprise

La Norvège recule sur la sortie du pétrole

Il y a deux ans, le **fonds souverain norvégien** a marqué les esprits en annonçant un désinvestissement des hydrocarbures, un **message fort** venant du fonds qui a bâti sa richesse sur le pétrole de la Mer du Nord. Mais face à l'opposition politique de deux partis plus favorables à l'industrie pétrolière, **le gouvernement vient de baisser (à nouveau) son ambition**. Selon Bloomberg, l'exclusion ne concernerait plus que les purs producteurs de pétrole brut et ne touchera ni les entreprises intégrées, ni les sociétés de services, ni les raffineurs, ni les pétrochimistes, etc...

Sources : Novethic

EN BREF

- Le fonds activiste américain Third Point LLC, qui a déjà poussé plusieurs entreprises à se réformer (comme Sony) est entré au capital d'Essilor Luxottica.
- Taxe GAFA : un compromis a été trouvé entre la France et les Etats-Unis consistant à supprimer la taxe française dès l'instauration d'une taxation au niveau international (sous l'égide de l'OCDE). En cas de différence entre la taxe française et l'imposition internationale, la France s'est engagée à rembourser les entreprises sous forme de déduction sur la nouvelle taxe.

CONTACT

- **Murielle HERMELLIN**
Responsable du développement ISR – Gérante de portefeuilles
murielle.hermellin@bred.fr
- **Jean-Philippe NGO**
Gérant ISR Junior
jean-philippe.ngo@bred.fr

